

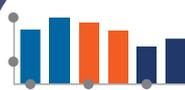
## TITRE II

# *LES COTISATIONS ET LES COTISANTS*

LES COTISATIONS VERSÉES

LES COTISANTS

ÉVOLUTION DU RAPPORT DÉMOGRAPHIQUE DU RÉGIME GÉNÉRAL  
LES COTISANTS DANS LES DIFFÉRENTS RÉGIMES



## CHAPITRE I

# LES COTISATIONS

Les dépenses concernant l'assurance vieillesse, l'assurance veuvage, l'action sanitaire et sociale en faveur des personnes âgées et la gestion administrative sont couvertes principalement par des cotisations dont une partie est à la charge du salarié et l'autre de l'employeur.

Avant l'ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967 le produit des cotisations était réparti entre l'assurance maladie, l'assurance vieillesse et les allocations familiales.

Depuis cette ordonnance une distinction est faite entre les cotisations relatives à :

- l'assurance maladie (comprenant les assurances maladie, maternité, invalidité, décès),
- les allocations familiales,
- l'assurance vieillesse.

En outre, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1981, a été créée une cotisation relative à l'assurance veuvage instituée par la loi n° 80-546 du 17 juillet 1980. Cette cotisation dont le taux a été de 0,1 % du salaire plafonné en 1981, puis de 0,1 % sur la totalité du salaire depuis 1982 a été supprimée à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004. Les taux de cotisations revenant à chacune des branches maladie, vieillesse, veuvage et famille sont récapitulés dans le tableau **T2-02**.

Le taux de cotisation (part du salarié + part de l'employeur) sur le salaire plafonné de l'assurance vieillesse de 12,9 % au 1<sup>er</sup> janvier 1979 est passé à 13,9 % au 1<sup>er</sup> janvier 1984, à 14,6 % au 1<sup>er</sup> août 1986, à 14,8 % au 1<sup>er</sup> juillet 1987, à 15,8 % au 1<sup>er</sup> janvier 1989, à 14,75 % au 1<sup>er</sup> février 1991, à 14,95 % au 1<sup>er</sup> janvier 2006, à 15,15 % au 1<sup>er</sup> novembre 2012, à 15,25 % au 1<sup>er</sup> janvier 2014, à 15,35 % au 1<sup>er</sup> janvier 2015, à 15,45 % au 1<sup>er</sup> janvier 2016 et à 15,45 % au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

L'instauration de la contribution sociale généralisée a permis au 1<sup>er</sup> février 1991 une baisse de la cotisation vieillesse salariée sur le salaire plafonné de 1,05 point (passage du taux salarié de 7,6 % à 6,55 %) ainsi que la création d'une cotisation vieillesse employeur de 1,6 % sur la totalité du salaire qui est passée à 1,7 % au 1<sup>er</sup> juillet 2004 et à 2 % au 1<sup>er</sup> janvier 2014. La baisse de la cotisation salariée et la suppression de l'impôt de 0,4 % sur l'ensemble des revenus affectés au régime général vieillesse sont compensées par l'augmentation de la cotisation employeur.

En plus des cotisations provenant de l'assurance obligatoire, il faut signaler le cas des assurés volontaires qui cotisent pour l'assurance vieillesse sur la base d'un salaire annuel moyen forfaitaire, déterminé à partir du plafond annuel.

Enfin, sont affiliés obligatoirement à l'assurance vieillesse des parents au foyer (AVPF) :

- depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1972 : les mères de famille et les femmes bénéficiaires de la majoration de l'allocation de salaire unique ou de la majoration de l'allocation de mère au foyer,
- depuis 1978, celles qui bénéficient du complément familial et dont les revenus ne dépassent pas un certain niveau,
- depuis 1979, les bénéficiaires (hommes ou femmes) de l'allocation d'éducation spéciale ou de l'allocation pour handicapé adulte,
- la réforme des prestations familiales a prévu une nouvelle formulation pour l'affiliation obligatoire à l'assurance vieillesse (loi du 4 janvier 1985 avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 1985),
- la loi famille n° 94-629 du 25 juillet 1994 entraîne l'extension de l'AVPF aux bénéficiaires de l'allocation parentale d'éducation dès le deuxième enfant et aux bénéficiaires de l'allocation parentale d'éducation à taux réduit pour temps partiel (effet 1995).

Des dispositifs dérogatoires <sup>1</sup> à toutes cotisations existent et relèvent de deux grandes catégories :

- les « exonérations » qui minorent les taux de cotisations ou de contributions applicables sur l'assiette des rémunérations ou des revenus perçus, et qui prennent la forme soit d'allègements de cotisations soit de réduction de taux; telles que les exonérations sociales liées à la taille de l'entreprise,
- les « exemptions » qui minorent l'assiette sur laquelle sont calculés les prélèvements sociaux. Les exemptions se distinguent des exonérations en ce qu'elles constituent des dispositifs d'exclusion de certaines rémunérations de l'assiette soumise aux prélèvements. Les sommes versées dans ce cadre ne sont pas assujetties à cotisations et contributions sociales; telles que les dispositifs de participation financière (intéressement, participation, plan d'épargne d'entreprise).

Le montant des cotisations en France - en droits constatés - au titre de l'assurance vieillesse a augmenté de 4,7 % en 2017 par rapport à 2016 et a évolué comme suit :

**MONTANT - EN DROITS CONSTATÉS - DES COTISATIONS ENCAISSÉES PAR LA FRANCE  
AU TITRE DE L'ASSURANCE VIEILLESSE EN 2016 ET EN 2017**

Cotisations	2016	2017
1 - Régime général y compris cotisations IEG *	77 937 620	81 846 206
2 - Assurés volontaires, rachats, versements rétroactifs	555 419	551 234
3 - Cotisations des parents au foyer	5 068 278	5 095 045
4 - Sous-total	<b>83 561 317</b>	<b>87 492 486</b>
5 - Majorations de retard	228 807	255 671
Total	<b>83 790 124</b>	<b>87 748 156</b>

T2-01

\* Industries Électriques et Gazières.

Source : Cnav / Direction Financière et Comptable Nationale.

<sup>1</sup> Annexe 5 du Projet de Loi de Finances de la sécurité sociale (PLFSS) 2018.

**ÉVOLUTION DEPUIS L'APPLICATION DE L'ORDONNANCE N° 67-706 DU TAUX DES COTISATIONS (en %)  
DUES AU TITRE DES ASSURANCES MALADIE (Accidents du travail exclus), VIEILLESSE, VEUVAGE, FAMILLE**

**COTISATIONS DES SALARIÉS**

T2-02

Branche	Maladie			Vieillesse		Veuvage		Famille		Ensemble		
	Assiette		Totalité du salaire	Salaire plafonné		Totalité du salaire	Salaire plafonné		Totalité du salaire	Salaire plafonné		Totalité du salaire
Date d'effet	Moins de 65 ans	65 ans et plus		Moins de 65 ans	65 ans et plus		Indifférent			Moins de 65 ans	65 ans et plus	
01.10.1967	2,50	2,50	1,00	3,00	-	-	-	-	-	5,50	2,50	1,00
01.07.1968	2,50	1,50	1,00	3,00	-	-	-	-	-	5,50	1,50	1,00
01.08.1970	2,50	1,50	1,00	3,00	-	-	-	-	-	5,50	1,50	1,00
01.01.1971	2,50	1,50	1,00	3,00	-	-	-	-	-	5,50	1,50	1,00
01.01.1974	2,50	1,50	1,00	3,00	-	-	-	-	-	5,50	1,50	1,00
01.01.1976	2,50	1,50	1,50	3,25	-	-	-	-	-	5,75	1,50	1,50
01.10.1976	3,00	2,00	1,50	3,45	-	-	-	-	-	6,45	2,00	1,50
01.07.1977	3,00		1,50	3,45	-	-	-	-	-	6,45	3,00	1,50
01.01.1979	1,00		3,50	4,70	-	-	-	-	-	5,70	1,00	3,50
01.08.1979	1,00		4,50	4,70	-	-	-	-	-	5,70	1,00	4,50
01.01.1980	-		5,50	4,70	-	-	-	-	-	4,70		5,50
01.01.1981	-		5,50	4,70	-	0,10	-	-	-	4,80		5,50
01.02.1981	-		4,50	4,70	-	0,10	-	-	-	4,80		4,50
14.11.1981	-		5,50	4,70	-	0,10	-	-	-	4,80		5,50
01.01.1982	-		5,50	4,70	-	-	0,10	-	-	4,70		5,60
01.01.1984	-		5,50	5,70	-	-	0,10	-	-	5,70		5,60
01.08.1986	-		5,50	6,40	-	-	0,10	-	-	6,40		5,60
01.07.1987	-		5,90	6,60	-	-	0,10	-	-	6,60		6,00
01.01.1989	-		5,90	7,60	-	-	0,10	-	-	7,60		6,00
01.01.1990	-		5,90	7,60	-	-	0,10	-	-	7,60		6,00
01.02.1991	-		5,90	6,55	-	-	0,10	-	-	6,55		6,00
01.07.1991	-		6,80	6,55	-	-	0,10	-	-	6,55		6,90
01.01.1992	-		6,80	6,55	-	-	0,10	-	-	6,55		6,90
01.01.1997	-		5,50	6,55	-	-	0,10	-	-	6,55		5,60
01.01.1998	-		0,75	6,55	-	-	0,10	-	-	6,55		0,85
01.07.2004	-		0,75	6,55	0,10	-	-	-	-	6,55		0,85
01.01.2006	-		0,75	6,65	0,10	-	-	-	-	6,65		0,85
01.11.2012	-		0,75	6,75	0,10	-	-	-	-	6,75		0,85
01.01.2014	-		0,75	6,80	0,25	-	-	-	-	6,80		1,00
01.01.2015	-		0,75	6,85	0,30	-	-	-	-	6,85		1,05
01.01.2016	-		0,75	6,90	0,35	-	-	-	-	6,90		1,10
01.01.2017	-		0,75	6,90	0,40	-	-	-	-	6,90		1,15

Note de lecture : En 2017, la cotisation vieillesse des salariés sur le salaire plafonné a été de 6,9 %. Sur la totalité du salaire elle s'est élevée à 0,4 %.

Source : Maladie et Famille : PLFSS 2018 Annexe 5.

Source : Vieillesse : Cnav / Direction Juridique et réglementation Nationale (DJRN).

**ÉVOLUTION DEPUIS L'APPLICATION DE L'ORDONNANCE N° 67-706 DU TAUX DES COTISATIONS (en %)  
DUES AU TITRE DES ASSURANCES MALADIE (Accidents du travail exclus), VIEILLESSE, VEUVAGE, FAMILLE**

**COTISATIONS DES EMPLOYEURS**

Branche	Maladie		Vieillesse		Veuvage		Famille *		Ensemble	
Assiette	Salaire plafonné	Totalité du salaire								
Age	Indifférent									
Date d'effet										
01.10.1967	9,50	2,00	5,50	-	-	-	11,50	-	26,50	2,00
01.07.1968	9,50	2,00	5,50	-	-	-	11,50	-	26,50	2,00
01.08.1970	10,25	2,00	5,75	-	-	-	11,50	-	27,50	2,00
01.01.1971	10,45	2,00	5,75	-	-	-	10,50	-	26,70	2,00
01.01.1974	10,45	2,00	7,25	-	-	-	10,50	-	28,20	2,00
01.01.1976	10,45	2,50	7,50	-	-	-	9,00	-	26,95	2,50
01.10.1976	10,95	2,50	7,70	-	-	-	9,00	-	27,65	2,50
01.07.1977	10,95	2,50	7,70	-	-	-	9,00	-	27,65	2,50
01.01.1979	8,95	4,50	8,20	-	-	-	9,00	-	26,15	4,50
01.08.1979	8,95	4,50	8,20	-	-	-	9,00	-	26,15	4,50
01.01.1980	8,95	4,50	8,20	-	-	-	9,00	-	26,15	4,50
01.01.1981	8,95	4,50	8,20	-	-	-	9,00	-	26,15	4,50
01.02.1981	8,95	4,50	8,20	-	-	-	9,00	-	26,15	4,50
14.11.1981	5,45	8,00	8,20	-	-	-	9,00	-	22,65	8,00
01.01.1982	5,45	8,00	8,20	-	-	-	9,00	-	22,65	8,00
01.01.1984	-	12,60	8,20	-	-	-	9,00	-	17,20	12,60
01.08.1986	-	12,60	8,20	-	-	-	9,00	-	17,20	12,60
01.07.1987	-	12,60	8,20	-	-	-	9,00	-	17,20	12,60
01.01.1989	-	12,60	8,20	-	-	-	4,50	3,50	12,70	16,10
01.01.1990	-	12,60	8,20	-	-	-	-	7,00	8,20	19,60
01.02.1991	-	12,60	8,20	1,60	-	-	-	5,40	8,20	19,60
01.07.1991	-	12,60	8,20	1,60	-	-	-	5,40	8,20	19,60
01.01.1992	-	12,80	8,20	1,60	-	-	-	5,40	8,20	19,80
01.01.1997	-	12,80	8,20	1,60	-	-	-	5,40	8,20	19,80
01.01.1998	-	12,80	8,20	1,60	-	-	-	5,40	8,20	19,80
01.07.2004	-	13,10	8,20	1,60	-	-	-	5,40	8,20	20,10
01.01.2006	-	13,10	8,30	1,60	-	-	-	5,40	8,30	20,10
01.11.2012	-	13,10	8,40	1,60	-	-	-	5,40	8,40	20,10
01.01.2014	-	13,10	8,45	1,75	-	-	-	5,40	8,45	20,25
01.01.2015	-	12,80	8,50	1,80	-	-	-	5,25	8,50	19,85
01.01.2016	-	12,84	8,55	1,85	-	-	-	5,45	8,55	20,14
01.01.2017	-	12,89	8,55	1,90	-	-	-	5,25	8,55	20,04

1/1/2017, sur une rémunération (calculée sur un an) inférieure à 3,5 Smic, le taux est de 3,45 %. Dans les autres cas, le taux est de 5,25 %.

Source : Maladie et Famille : PLFSS 2018 Annexe 5.

Source : Vieillesse : Cnav / DJRN.

T2-02

(suite)

**ÉVOLUTION DEPUIS L'APPLICATION DE L'ORDONNANCE N° 67-706 DU TAUX DES COTISATIONS (en %)  
DUES AU TITRE DES ASSURANCES MALADIE (Accidents du travail exclus), VIEILLESSE, VEUVAGE, FAMILLE**

**TOTAL DES COTISATIONS**

Branche	Maladie			Vieillesse		Veuvage			Famille *		Ensemble		
	Assiette		Totalité du salaire	Salaire plafonné		Totalité du salaire	Salaire plafonné	Totalité du salaire	Salaire plafonné	Totalité du salaire	Salaire plafonné		Totalité du salaire
Date d'effet	Âge			Moins de 65 ans	65 ans et plus						Moins de 65 ans	65 ans et plus	
	01.10.1967	12,00	12,00			3,00	8,50	5,50	-	-			-
01.07.1968	12,00	11,00	3,00	8,50	5,50	-	-	-	11,50	-	32,00	28,00	3,00
01.08.1970	12,75	11,75	3,00	8,75	5,75	-	-	-	11,50	-	33,00	29,00	3,00
01.01.1971	12,95	11,95	3,00	8,75	5,75	-	-	-	10,50	-	32,20	28,20	3,00
01.01.1974	12,95	11,95	3,00	10,25	7,25	-	-	-	10,50	-	33,70	29,70	3,00
01.01.1976	12,95	11,95	4,00	10,75	7,50	-	-	-	9,00	-	32,70	28,45	4,00
01.10.1976	13,95	12,95	4,00	11,15	7,70	-	-	-	9,00	-	34,10	29,65	4,00
01.07.1977	13,95	12,95	4,00	11,15	7,70	-	-	-	9,00	-	34,10	30,65	4,00
01.01.1979	9,95	8,00	8,00	12,90	8,20	-	-	-	9,00	-	31,85	27,15	8,00
01.08.1979	9,95	9,00	9,00	12,90	8,20	-	-	-	9,00	-	31,85	27,15	9,00
01.01.1980	8,95	10,00	10,00	12,90	-	-	-	-	9,00	-	30,85	-	10,00
01.01.1981	8,95	10,00	10,00	12,90	-	0,10	-	-	9,00	-	30,95	-	10,00
01.02.1981	8,95	9,00	9,00	12,90	-	0,10	-	-	9,00	-	30,95	-	9,00
14.11.1981	5,45	13,50	13,50	12,90	-	0,10	-	-	9,00	-	27,45	-	13,50
01.01.1982	5,45	13,50	13,50	12,90	-	-	0,10	-	9,00	-	27,35	-	13,60
01.01.1984	-	18,10	18,10	13,90	-	-	0,10	-	9,00	-	22,90	-	18,20
01.08.1986	-	18,10	18,10	14,60	-	-	0,10	-	9,00	-	23,60	-	18,20
01.07.1987	-	18,50	18,50	14,80	-	-	0,10	-	9,00	-	23,80	-	18,60
01.01.1989	-	18,50	18,50	15,80	-	-	0,10	4,50	3,50	-	20,30	-	22,10
01.01.1990	-	18,50	18,50	15,80	-	-	0,10	-	7,00	-	15,80	-	25,60
01.02.1991	-	18,50	18,50	14,75	1,60	-	0,10	-	5,40	-	14,75	-	25,60
01.07.1991	-	19,40	19,40	14,75	1,60	-	0,10	-	5,40	-	14,75	-	26,50
01.01.1992	-	19,60	19,60	14,75	1,60	-	0,10	-	5,40	-	14,75	-	26,70
01.01.1997	-	18,30	18,30	14,75	1,60	-	0,10	-	5,40	-	14,75	-	25,40
01.01.1998	-	13,55	13,55	14,75	1,60	-	0,10	-	5,40	-	14,75	-	20,65
01.07.2004	-	13,85	13,85	14,75	1,70	-	-	-	5,40	-	14,75	-	20,95
01.01.2006	-	13,85	13,85	14,95	1,70	-	-	-	5,40	-	14,95	-	20,95
01.11.2012	-	13,85	13,85	15,15	1,70	-	-	-	5,40	-	15,15	-	20,95
01.01.2014	-	13,85	13,85	15,25	2,00	-	-	-	5,40	-	15,25	-	21,25
01.01.2015	-	13,55	13,55	15,35	2,10	-	-	-	5,25	-	15,35	-	20,90
01.01.2016	-	13,59	13,59	15,45	2,20	-	-	-	5,45	-	15,45	-	21,24
01.01.2017	-	13,64	13,64	15,45	2,30	-	-	-	5,25	-	15,45	-	21,19

1/1/2017, sur une rémunération (calculée sur un an) inférieure à 3,5 Smic, le taux est de 3,45 %. Dans les autres cas, le taux est de 5,25 %.

Source : Maladie et Famille : PLFSS 2018 Annexe 5.

Source : Vieillesse : Cnav / DJRN.

T2-02

(fin)

## CHAPITRE II

# LES COTISANTS À L'ASSURANCE VIEILLESSE

1

### Évolution du rapport démographique du régime général - Métropole

On appelle rapport démographique le rapport entre le nombre d'assurés qui cotisent et le nombre de retraités de droit direct ou dérivé.

En 1980, l'évaluation du nombre de salariés du commerce et de l'industrie a fait l'objet d'une étude de la Cnav prenant en compte de nouveaux éléments d'informations détenus par l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques (Insee).

Une nouvelle série d'effectifs de cotisants actifs occupés au régime général au 31 décembre de chaque année a pu ainsi être établie.

À partir de 1982, c'est l'évaluation des effectifs de cotisants au 1<sup>er</sup> juillet retenue pour la compensation démographique généralisée qui est présentée.

Les chiffres sont calés sur le recensement de 1982 à partir de l'année 1984, et sur le recensement de 1990 à partir de l'année 1992, ce qui introduit deux ruptures de séries.

Le tableau **T2-03**, reprenant les effectifs de l'ancienne évaluation pour les années 1956 à 1970, il s'ensuit une rupture de série entre 1970 et 1971.

Depuis 1956, l'Insee retenait le lieu de résidence afin de déterminer l'effectif de cotisants pour la compensation.

En 2015, l'Insee a créé une série rétroléée à partir de 2009, considérant désormais que c'est le lieu de travail qui détermine l'effectif de cotisants.

Le tableau T2-03 déjà cité présente à partir de 2009 la double série de cotisants et le double rapport démographique défini pour les années 2009 à 2014 incluses.

Ainsi que le fait ressortir le tableau T2-03 déjà cité, le rapport démographique qui a augmenté jusqu'en 1963 diminue depuis :

1956 : 3,98	1963 : 4,40	1970 : 3,80	1980 : 2,68
1990 : 1,88	2000 : 1,59	2010 : 1,44	2015 : 1,33
2016 : 1,31			

Cette évolution est due au fait que depuis 1964 le nombre de retraités augmente plus rapidement. Cette augmentation amorcée en 1960 est la conséquence du vieillissement du régime et de sa structure démographique.

Les différentes mesures prises dans les années 1970, qui ont eu pour effet d'abaisser l'âge de la retraite pour certaines catégories de personnes et l'ordonnance 82/270 du 26 mars 1982 relative à l'abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans pour 37,5 ans d'activité tous régimes qui a pris effet au 1<sup>er</sup> avril 1983, ont contribué à la diminution du rapport démographique.

On remarque que le rapport démographique en forte baisse depuis 1975 du fait de la diminution du nombre de cotisants due à l'effet du chômage, se stabilise pour la première fois en 1998 et enregistre une légère hausse entre 1999 et 2002. Il faiblit de nouveau à partir de 2003.

La figure **F2-01** qui s'appuie sur la dernière répartition par départements des effectifs salariés recensés par l'Insee au 31 décembre 2015 propose une répartition en pourcentage par région du nombre de cotisants à la date du 1<sup>er</sup> juillet 2016. Le tableau **T2-04** présente la répartition par région des cotisants actifs occupés au 1<sup>er</sup> juillet 2016.

Les effectifs salariés régionaux sont issus des estimations d'emploi annuelles\* localisées de l'Insee, calculées à partir du dispositif Estel (Estimations d'emploi localisées), qui se fondent sur l'utilisation des sources administratives (déclarations annuelles de données sociales, données du fichier de paye des agents de l'État, etc.).

Le concept central d'Estel est une synthèse des sources administratives utilisées avec prise en compte de la multi-activité, permettant une couverture exhaustive de l'emploi total (salarié et non salarié), exprimé en nombre de personnes physiques (et non en nombre de postes de travail), et une ventilation à un niveau sectoriel et géographique assez fin.

Elles ont pour objectif la couverture de l'emploi total et la cohérence entre les différents niveaux d'agrégation.

## 2

### **Les cotisants dans les différents régimes de base - Métropole**

Le tableau **T2-05** dénombre les cotisants dans les différents régimes de base participant à la compensation démographique.

Au 1<sup>er</sup> juillet 2016, ce tableau fait apparaître que le régime général représente 68,7 % de l'ensemble de ces régimes, que les régimes des salariés représentent 89 % contre 11 % pour les régimes des non-salariés.

ÉVOLUTION DEPUIS 1956 DU NOMBRE DE COTISANTS ACTIFS OCCUPÉS  
ET DU NOMBRE DE RETRAITÉS DU RÉGIME GÉNÉRAL - MÉTROPOLE

RAPPORT DÉMOGRAPHIQUE

Années	Cotisants actifs occupés au régime général (métropole)		Nombre de retraités du régime général (métropole)	Cotisants actifs occupés Retraités		
	(1)	(2)		(2)	(3)	
1956		9 000 000		2 259 418	3,98	
1960		9 700 000		2 344 492	4,14	
1963		10 900 000		2 475 205	4,40	
1970		12 610 000		3 321 504	3,80	
1971		12 557 800		3 442 020	3,65	
1972		12 849 500		3 562 262	3,61	
1973		13 185 800		3 719 314	3,55	
1974		13 120 300		3 900 957	3,36	
1975		13 016 400		4 138 132	3,15	
1980		13 353 800		4 984 549	2,68	
1985		12 944 159		5 860 554	2,21	
1990		13 724 032		7 315 716	1,88	
1991		13 670 899		7 617 871	1,79	
1992		14 057 009		7 936 048	1,77	
1993		13 711 821		8 241 807	1,66	
1994		13 815 129		8 507 569	1,62	
1995		14 052 655		8 750 331	1,61	
1996		13 982 888		8 970 750	1,56	
1997		14 114 329		9 181 892	1,54	
1998		14 476 685		9 383 922	1,54	
1999		14 940 070		9 589 047	1,56	
2000		15 413 792		9 700 735*	1,59	
2001		15 802 363		9 843 741	1,61	
2002		16 502 649		10 012 378	1,65	
2003		16 519 914		10 203 032	1,62	
2004		16 542 837		10 439 076	1,58	
2005		16 637 978		10 757 714	1,55	
2006		16 806 329		11 111 699	1,51	
2007		17 149 593		11 498 916	1,49	
2008		17 884 013		11 896 476	1,50	
2009		17 611 627	17 910 838	12 242 349	1,44	1,46
2010		17 759 060	18 058 571	12 553 525	1,41	1,44
2011		17 809 029	18 108 229	12 864 443	1,38	1,41
2012		17 721 562	18 020 762	13 016 712	1,36	1,38
2013		17 597 213	17 902 543	13 186 912	1,33	1,36
2014		17 537 777	17 883 477	13 387 039	1,31	1,34
2015			18 025 658	13 581 511		1,33
2016			18 113 688 **	13 788 754		1,31

T2-03

Jusqu'au 31 décembre 1970, les effectifs de cotisants sont estimés. La méthode d'évaluation a été modifiée à partir de 1971.

En 1984, les estimations des effectifs sont calés à partir des résultats du recensement de 1982, et en 1992 à partir des résultats du recensement de 1990, ce qui introduit deux ruptures de série.

(1) Effectifs au 31 décembre jusqu'en 1981, au 1<sup>er</sup> juillet à partir de 1982.

(2) Jusqu'en 2008, c'est le lieu de résidence qui détermine l'effectif de cotisants (source Insee).

(3) De 2009 à 2014, série rétopolée. C'est désormais le lieu de travail qui détermine l'effectif de cotisants (source Insee).

(4) Ensemble des retraités (droits directs et dérivés) payés par les 16 caisses de métropole (source : Cnav / SNSP (Système National Statistique Prestataire)).

\* Rupture de série depuis 2000 suite au non-dénombrement des comptes anticipés.

\*\* Source : Commission de compensation - décembre 2017.

RÉPARTITION DES COTISANTS ACTIFS OCCUPÉS PAR RÉGION DE RÉSIDENCE  
AU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2016 \* - MÉTROPOLE

F2-01



RÉPARTITION DES COTISANTS ACTIFS OCCUPÉS AU 1 <sup>ER</sup> JUILLET 2016 *			
Aquitaine.....	849 291	Nord-Est.....	597 481
Auvergne.....	321 552	Pays de la Loire.....	1 064 745
Bourgogne & Franche-Comté.....	683 241	Centre.....	666 585
Nord Picardie.....	1 432 685	Île-de-france.....	4 816 456
Centre-Ouest.....	582 444	Bretagne.....	832 662
Rhône-Alpes.....	1 933 248	Normandie.....	836 346
Sud-Est.....	1 351 140	Alsace-Moselle.....	782 394
Languedoc-Roussillon.....	567 766	Midi-Pyrénées.....	795 651
<b>TOTAL :</b>		<b>18 113 688</b>	

T2-04

\* Source : Direction de la Sécurité Sociale pour la Commission de compensation de décembre 2017 - Métropole).

**LES COTISANTS ACTIFS OCCUPÉS SELON LES DIFFÉRENTS RÉGIMES DE BASE  
PARTICIPANT À LA COMPENSATION - MÉTROPOLE**

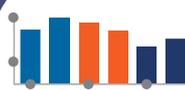
T2-05

Régimes	Au 1er juillet 2016	
	Cotisants	%
<b>Régimes de salariés</b>		
Régime général.....	18 113 688	68,7
Régime des salariés agricoles.....	672 075	2,5
Fonctionnaires civils et militaires.....	1 969 141	7,5
Ouvriers d'État.....	27 746	0,1
Collectivités locales.....	2 252 309	8,5
Mines.....	1 902	0,0
SNCF.....	147 769	0,6
RATP.....	42 434	0,2
Établissement national des invalides de la marine.....	30 350	0,1
EDF - GDF.....	140 887	0,5
CRPCEN (clercs de notaires).....	48 140	0,2
Banque de France.....	11 236	0,0
<b>Total des régimes de salariés</b>	<b>23 457 691</b>	<b>89,0</b>
<b>Régimes des non salariés</b>		
Exploitants agricoles.....	477 593	1,8
SSI-AVIC commerçants (ex ORGANIC).....	808 866	3,1
SSI-AVA artisans (ex CANCAVA).....	728 305	2,8
Professions libérales (Y compris CNBF).....	881 368	3,3
Cultes (CAVIMAC).....	14 905	0,1
<b>Total des régimes des non salariés</b>	<b>2 911 037</b>	<b>11,0</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>26 368 728</b>	<b>100,0</b>

\* Régimes de base participant seulement à la compensation spécifique.  
Source : Commission de compensation - décembre 2017 - chômeurs exclus.

# ***TABLEAUX***

# 2017



# *FIGURE*

# 2017

